

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 29 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



Brasserie GOUDALE (Ex BRASS DE GAYANT)

Avenue Newton
Porte multimodale de l'Aa
62510 ARQUES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BRASSERIE GOUDALE (ex LES BRASSEURS DE GAYANT)_Arques_070.06604\2_Inspections\2022 05 18 CI légio\

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2022 dans l'établissement Brasserie GOUDALE (Ex BRASSEURS DE GAYANT) implanté Avenue Newton Porte multimodale de l'Aa 62510 ARQUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite inopinée avec prélèvement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Brasserie GOUDALE (Ex BRASSEUR DE GAYANT)
- Avenue Newton Porte multimodale de l'Aa 62510 ARQUES
- Code AIOT dans GUN : 0007006604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Pour son activité, la brasserie exploite des systèmes de refroidissement évaporatif.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Analyses légio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I 3-e	Mise en demeure, respect de prescription
Bilan Annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-V	Mise en demeure, respect de prescription
Analyse des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-a	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l' inspection (1)
Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 1-5-1	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt PAC

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvement légio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3-f	/	Sans objet
Arret Immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-c	/	Sans objet
Nouvelle installtion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-b	/	Sans objet
Vérification	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de la prolifération des légionelles dans l'eau des circuits est un enjeux sanitaire important. Depuis 2018, l'exploitant n'a pas revu ses analyses de risques. Il a mis en exploitation une nouvelle installation de refroidissement sans analyse de risques et sans apporter tous les éléments d'appréciation à la connaissance du Préfet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Analyses légio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I 3-e
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection, via GIDAF, les résultats d'analyses de ses 4 circuits d'origine, exploités depuis 2015. Les 3 circuits de refroidissement exploités depuis 2018 ne font pas l'objet de transmission, pas plus que la dernière installation, en exploitation depuis mars 2022. L'exploitant indique que ces circuits n'étant pas répertoriés dans GIDAF, il ne peut pas transmettre les résultats. Ce n'est pas conforme à la prescription, l'exploitant doit transmettre ses résultats à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : prélèvement légio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I 3-f
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et analyses supplémentaires
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon). Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b. Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception. L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.
Constats : La visite est couplée d'un prélèvement par circuit en fonctionnement (en eau) en vue d'analyses supplémentaires. 7 échantillons sont prélevés, sur les 7 installations en fonctionnement. La tour pasteurisation 75cl (nouvelle tour) est à l'arrêt, elle fonctionne en alternance avec la tour pasteurisation verre perdu. De plus, pour cette nouvelle installation, aucun marquage n'indique le point de prélèvement pour l'échantillonnage. Par mail du 25 mai 2022, l'exploitant a transmis une photographie montrant le marquage du point de prélèvement. Par courrier du 02 juin 2022, le laboratoire transmet à l'inspection les résultats d'analyses des échantillons prélevés ce 18 mai. Les résultats sont conformes (inférieurs à 100 UFC/L).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan Annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-V
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i> , consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan annuel 2021 des installations par mail du 25 mai 2022. Les bilans sont incomplets. Sont notamment manquantes, pour les 7 circuits : les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement, les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau. Pour les 7 circuits, le bilan indique que les AMR initiales ont été élaborées en 2018, les dates d'actualisation des AMR sont absentes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Analyse des risques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-a
Thème(s) : Risques chroniques, AMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis : - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les AMR de 2 circuits sont demandées à l'exploitant. Il s'agit du nouveau circuit et du circuit Tour Pasteurisation verre perdu. Ces circuits fonctionnant en alternance l'un de l'autre. Les AMR sont transmises par mail le 25 mai 2022.</p> <p>L'AMR TOUR Pasteurisateur 75 cl (nouvelle tour) est datée du 24 mai 2022, non validée, effectuée sans visite de l'installation. A noter que l'AMR, ici, initiale, est postérieure à la mise en fonctionnement du circuit (mars 2022) et postérieure à la visite et à la demande de l'inspection. Le mode de fonctionnement décrit dans l'AMR ne correspond pas au fonctionnement (en alternance) de l'installation.</p> <p>Le Schéma de principe de l'installation n'est aucunement explicite (pas de légende, absence des éléments constitutifs- points de prélèvement, d'injection, purge...).</p> <p>La Fiche de Stratégie de traitement est également postérieure à la mise en fonctionnement de l'installation et postérieure à la demande de l'inspection.</p> <p>La lecture de l'AMR du circuit Tour Pasteurisation verre perdu montre une unique révision depuis l'analyse initiale de 2018. La révision est datée du 24 mai 2022, soit postérieurement à la visite d'inspection inopinée et à la demande de transmission demandée par l'inspection. La révision n'a pas donné lieu à une visite de l'installation, et n'a pas pris en compte le nouveau mode de fonctionnement de la tour en alternance avec la nouvelle tour.</p> <p>Au regard de ces deux AMR, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les AMR des 6 autres circuits. L'inspection les reçoit par mail du 30 mai.</p>

Il s'agit des AMR initiales de 2018. L'exploitant n'a pas révisé annuellement ses AMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Arrêt Immédiat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-c
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt immédiat
Prescription contrôlée : c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.
Constats : La présence de la procédure d'arrêt immédiat est vérifiée pour la nouvelle tour pasteurisation verre 75 cl.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nouvelle installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-b
Thème(s) : Risques chroniques, FST + analyses hebdomadaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Traitement préventif. L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement. Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place un traitement préventif pour sa nouvelle installation. La fiche de stratégie de traitement est transmise à l'inspection par mail du 25 mai 2022.</p> <p>L'exploitant a fait procéder aux analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, pendant deux mois, et toutes les analyses sont inférieures à 1 000 UFC/L. Les résultats ont été transmis à l'inspection par mail du 20 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-1
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'installation
Prescription contrôlée : Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives. Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette vérification est à la charge de l'exploitant, en vertu de l'article L. 514-8 du code de l'environnement. (...) A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.
Constats : L'exploitant doit faire procéder à la vérification de sa nouvelle installation dans les 6 mois suivant la mise en service. La vérification doit être effective au maximum pour début septembre (la date de mise en service de l'installation n'est pas connue de l'inspection, seule la date du premier échantillonnage légionelle est connue : 11 mars 2022. L'exploitant transmettra à l'inspection la date de mise en service de son installation. L'exploitant transmettra le rapport de vérification à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 1-5-1
Thème(s) : Risques chroniques, Nouvelle installation
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet, un courrier en date du 2 mai 2022, l'informant de l'ajout d'une installation de refroidissement au sein de son exploitation. Installation déjà en fonctionnement. Les éléments apportés par l'exploitant, sur cette nouvelle installation, sont les suivants : "1 circuit de refroidissement exploité depuis Mars 2022 - Mise en production de la nouvelle ligne de conditionnement Verre Perdu 75 cl : - la tour Pasteurisation 75 cl pour le pasteurisateur de 1 200 kW" Les éléments apportés dans ce courrier ne permettent pas d'apprécier la modification de l'installation. L'exploitant doit élaborer un porter à connaissance sur cette modification (circuit de refroidissement et nouvelle ligne de conditionnement). Ce PAC doit apporter tous les éléments d'appréciation de cette modification, notamment : - nouveau plan de l'installation - consommation d'eau, - modalité d'utilisation et caractéristiques de la tour et de le nouvelle ligne de conditionnement, -...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier

ANNEXE 1

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées par la société Brasserie Goudale, à Arques

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 octobre 2015 à la société Les Brasseurs de Gayant pour l'exploitation d'une installation de préparation et conditionnement de boissons sur le territoire de la commune de Arques, Avenue Newton, concernant notamment la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier du 20 octobre 2016 de la société Brasserie Goudale SAS déclarant la reprise de l'activité de la société Les Brasseurs de Gayant à Arques depuis le 21 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 1-5-1 de l'arrêté préfectoral du 22/10/2015 susvisé qui dispose : «Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. » ;

Vu l'article 26-I 3-e de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.

Vu l'article 26-V de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

Vu l'article 26-I-1-a de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation
a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ;

- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I-2 c et II-1 g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;

- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du [précisez la date] ;

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 18 mai 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet tous les éléments d'appréciation relatif à l'installation d'une nouvelle ligne de conditionnement et d'un nouveau circuit de refroidissement ;

- L'exploitant ne transmet pas à l'inspection ses résultats d'autosurveillance légionelle pour quatre de ses huit circuits ;

- les bilans annuels 2021 des installations de refroidissement sont incomplets. Sont notamment manquantes, pour les 7 circuits : les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement, les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau ;

- L'exploitant n'a pas procédé annuellement aux révisions de ses analyses de risques. Pour la révision 2022 de l'analyse de risque de la tour pasteurisation verre et l'analyse initiale de la nouvelle tour, le mode de fonctionnement des tours n'est pas pris en compte.

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1-5-1 de l'arrêté préfectoral du 22/10/2015 susvisé et des articles 26-I 3-e, 26-V et 26-I-1-a de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé[;
3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où la gestion de la prolifération des légionelles est un enjeu sanitaire ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Brasserie Goudale de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 1-5-1 de l'arrêté préfectoral du 22/10/2015 susvisé et des articles 26-I 3-e, 26-V et 26-I-1-a de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais

ARRÊTE

Article 1 – La société Brasserie Goudale, exploitant une installation de préparation et conditionnement de boissons sur le territoire de la commune de Arques, Avenue Newton, relevant notamment de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1-5-1 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 susvisé et des articles 26-I 3-e, 26-V et 26-I-1-a de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé en :

- Portant à la connaissance du préfet tous les éléments d'appréciation relatif à l'installation de sa nouvelle ligne de conditionnement et de son nouveau circuit de refroidissement dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Transmettant à l'inspection ses résultats d'autosurveillance légionelle dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Complétant ses bilans annuels dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Procédant à la révision complète et exhaustive de l'analyse méthodique des risques pour chacun de ses huit circuits de refroidissement dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Pas-de-Calais pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Brasserie Goudale.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais
- Monsieur le Maire de la commune de Arques
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.